

Regards²⁰¹² sur la Terre

Dossier Développement, alimentation,
environnement : changer l'agriculture ?

Sous la direction de
Pierre JACQUET, Rajendra K. PACHAURI, Laurence TUBIANA

Coordination scientifique
Viviane GRAVEY, Raphaël JOZAN, Sébastien TREYER, Isabelle BIAGIOTTI

Chapitre 3

Agriculture et transition à l'heure de la mondialisation

Bruno LOSCH*, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, France

La question de la contribution de l'agriculture au développement économique se heurte au concept même de « développement » fondé sur une lecture partielle de la transition économique occidentale. Pour les pays d'Afrique subsaharienne, la question cruciale est leur capacité à générer suffisamment d'activités – notamment agricoles et rurales – pour absorber une population croissante.

Longtemps absente des discussions sur le développement économique, l'agriculture est revenue sur le devant de la scène avec la parution du *Rapport 2008 de la Banque mondiale pour le développement* (RDM2008) fin 2007. Elle coïncida avec la brutale flambée des cours des prix agricoles de 2007-2008 qui déclencha des interventions multiples et disparates des gouvernements, rappelant combien l'agriculture – de par sa fonction centrale d'alimentation des hommes – reste une « affaire d'État » [COULOMB *et alii*, 1990]. Ces événements sont venus faire écho aux débats sur le changement climatique et ses conséquences globales (Sommet de Copenhague de 2009), ramenant sur le devant de la scène des débats qui avaient été oubliés depuis les années 1970 et les positions alarmistes du Club de Rome.

Nourrir un monde de 9 milliards d'hommes à l'horizon 2050 de façon durable dans un environnement naturel fragilisé est bien sûr une question agricole, même si d'autres champs d'action apparaissent incontournables (modes de consommation, sources d'énergie ou incorporation des coûts environnementaux). Cependant, ramener la question agricole à la seule question alimentaire revient à nier la multifonctionnalité de l'agriculture¹. L'agriculture ne fait pas que produire des aliments ou des matières premières ; elle a aussi, du fait de son rapport particulier à l'espace, aux territoires et aux modes de vie, des rôles économiques, sociaux, culturels et environnementaux, assurant à la fois des fonctions marchandes et non marchandes [GROUPE POLANYI, 2008].

Cette réduction du débat fait oublier la contribution majeure de l'agriculture au

* Les arguments développés dans ce chapitre s'appuient largement sur les travaux conduits dans le cadre du programme RuralStruc (voir encadré). Ils sont propres à l'auteur et n'engagent ni la Banque mondiale, ni les autres bailleurs de fonds du programme.

1. La reconnaissance de la multifonctionnalité reste contestée comme l'illustre l'opposition à l'OMC entre Union européenne et États-Unis et groupe de Cairns [Losch, 2004].

développement. Car même si le RDM2008 a rouvert la voie en insistant sur le rôle de l'agriculture aux différentes « étapes » du développement, celle-ci reste semée d'obstacles pour deux raisons principales. La première, conjoncturelle, renvoie aux réalités changeantes de l'actualité qui influent sur les préoccupations des décideurs. La gestion de la crise financière débutée fin 2008 mobilise les énergies sur des échéances de court terme, loin de l'horizon 2050. Parallèlement, les thématiques du débat international évoluent et, après un RDM2008 agricole, le RDM2009 a mis l'accent sur l'importance des densités et de l'urbanisation [BANQUE MONDIALE, 2008], tandis que l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi) rappelait l'importance de l'industrialisation [UNIDO, 2008].

La seconde raison, plus fondamentale, concerne le concept même de « développement ». Forgé au sortir de la Seconde Guerre mondiale, et marqué par la décolonisation, le développement est ancré dans la notion de rattrapage selon des étapes, formalisées entre autres par l'économiste Walt W. Rostow, correspondant à la voie tracée par l'Europe de l'Ouest et ses projections outre-mer (en premier lieu les États-Unis) au cours des XIX^e et XX^e siècles. « Croyance occidentale », selon Rist [1996], qui s'accapare l'histoire du monde en volant l'histoire des autres – comme le rappelle Goody [2006] – le développement est, de par ses fondations, de nature évolutionniste et les États dits « émergents » sont ceux dont le développement se rapproche du modèle de croissance occidental [GABAS et LOSCH, 2008]. Une telle vision, en se focalisant sur les étapes franchies par une entité territoriale (généralement un État pensé en État-nation), oublie le rôle central des relations entre le national et l'international, entre les processus internes et les conditions du « reste du monde », pourtant déterminants pour comprendre les dynamiques de changement, notamment les rapports de force et les marges de manœuvre possibles des acteurs locaux².

2. Vision renforcée par le recours généralisé aux « indicateurs de développement » (i. e. objectifs du Millénaire) contribuant à focaliser l'attention sur des objectifs de niveau interne et à segmenter le débat entre champs thématiques en ignorant la question de la viabilité des processus et de leur articulation.

À cet égard, quel est le rôle de l'agriculture, en particulier pour des pays caractérisés par la faiblesse de leur changement structurel et qui sont les plus dépendants de leur secteur agricole ? C'est l'angle d'analyse retenu dans ce chapitre qui, après ce rappel introductif sur les modalités du débat, insistera sur le modèle canonique du scénario évolutionniste et les particularités historiques des transitions passées. La situation structurelle des *late developers*, plus spécifiquement de l'Afrique subsaharienne (ASS), sera ensuite examinée en mettant en évidence les défis d'une double transition (économique et démographique) à l'heure de la mondialisation et sous contrainte des changements globaux. On abordera enfin la situation particulière de l'agriculture et des obstacles à la diversification agricole et rurale, avant de conclure sur des choix nécessaires en termes de politiques publiques.

Le scénario évolutionniste et ses omissions

Selon la séquence historique observée dans différentes régions du monde et confirmée par l'évidence statistique [TIMMER, 2009], le processus classique de transition économique consiste au passage progressif d'une économie basée sur l'agriculture à l'industrie puis aux services, et du rural à l'urbain. Cette transformation structurelle est rendue possible par les gains de productivité qui permettent l'accumulation puis les transferts de main-d'œuvre et de capitaux d'un secteur à l'autre, parallèlement à l'augmentation des niveaux de vie et à la croissance et la diversification de la demande.

L'agriculture joue donc un rôle initial et moteur, qui s'accompagne d'une sortie massive des actifs du secteur. Seule une minorité peut rester et se spécialiser dans l'agriculture (généralement la mieux dotée en facteurs de production), alors que la grande majorité doit s'employer dans d'autres activités non-agricoles, dans les zones rurales et le plus souvent en migrant vers les villes, d'autres régions ou l'étranger. Ces trois options – spécialisation agricole, diversification rurale, migrations – restent celles du RDM2008 qui les présente

comme les sorties possibles de la pauvreté rurale. Pourtant, si le rapport rappelle le caractère composite des solutions, la question de la viabilité de ces options de sortie aujourd'hui n'est pas véritablement débattue, alors que les transitions passées ont évidemment eu lieu à d'autres moments historiques³.

Cette approche comporte trois omissions majeures. Tout d'abord, la transition européenne qui sert de référence – au-delà de processus longue durée liés au développement du capitalisme marchand – s'est nourrie d'un ordre géopolitique mondial caractérisé par l'expansion de la domination de l'Europe ou de celle des États qui en sont issus (les États-Unis). Cette domination de l'Occident a facilité son développement industriel grâce – on l'oublie trop souvent – aux marchés captifs et à l'élimination de la concurrence asiatique [BAIROCH, 1997 ; GRATALOUP, 2007].

Ensuite, les surplus de main-d'œuvre issus de la modernisation agricole ne trouvant pas de débouchés dans les industries naissantes ont en grande partie été absorbés par des migrations internationales de grande ampleur vers les « nouveaux mondes », produits de l'expansion de l'Europe⁴. Cet ajustement par les migrations européennes a été décisif et a fortement contribué à forger l'état du monde actuel.

Enfin, ces transitions occidentales ont été fondamentalement marquées par une vision nationale du développement, qui a connu une phase d'expansion généralisée des années 1930 à la fin des années 1970 – soit le début de la période actuelle de mondialisation. Les objectifs étaient alors de consolider l'État-nation et de développer les marchés intérieurs, grâce à des politiques publiques volontaristes, notamment d'import-substitution. C'est la voie suivie dès l'entre-deux-guerres par la plupart des pays d'Amérique latine – constitués en tant qu'États depuis plus d'un siècle –, puis par

les pays asiatiques à partir des années 1950. Cette vision nationale a été renforcée par les soutiens externes de la guerre froide sous forme de programmes d'aide massifs aux pays qui étaient considérés comme stratégiques face à la poussée communiste (Corée du Sud, Taiwan, Singapour mais aussi Inde et de nombreux pays latino-américains).

La situation très particulière de l'Afrique subsaharienne

La période de mondialisation actuelle, caractérisée par le retrait de l'État, la libéralisation commerciale, les sauts technologiques en matière de communications, a bien sûr profondément changé la donne pour les pays les moins avancés dans leur processus de changement structurel et, en premier lieu en ASS, dernière région du monde à s'engager dans sa transition économique et démographique.

Les États africains sont parmi les derniers venus sur la scène internationale, étant nés pour la plupart au début des années 1960 sur les fondations des territoires coloniaux européens. Ils bénéficient des avantages des *late developers* (progrès technique, apprentissages passés) et des opportunités du nouveau régime de croissance mondial (ouverture commerciale et accès à de nouveaux marchés). Mais ils sont confrontés aux contraintes d'une forte concurrence – qui met en évidence des asymétries mondiales croissantes –, à l'instabilité de l'environnement économique international et aux conséquences du changement global, réduisant drastiquement leurs marges de manœuvre.

Une transition économique embryonnaire

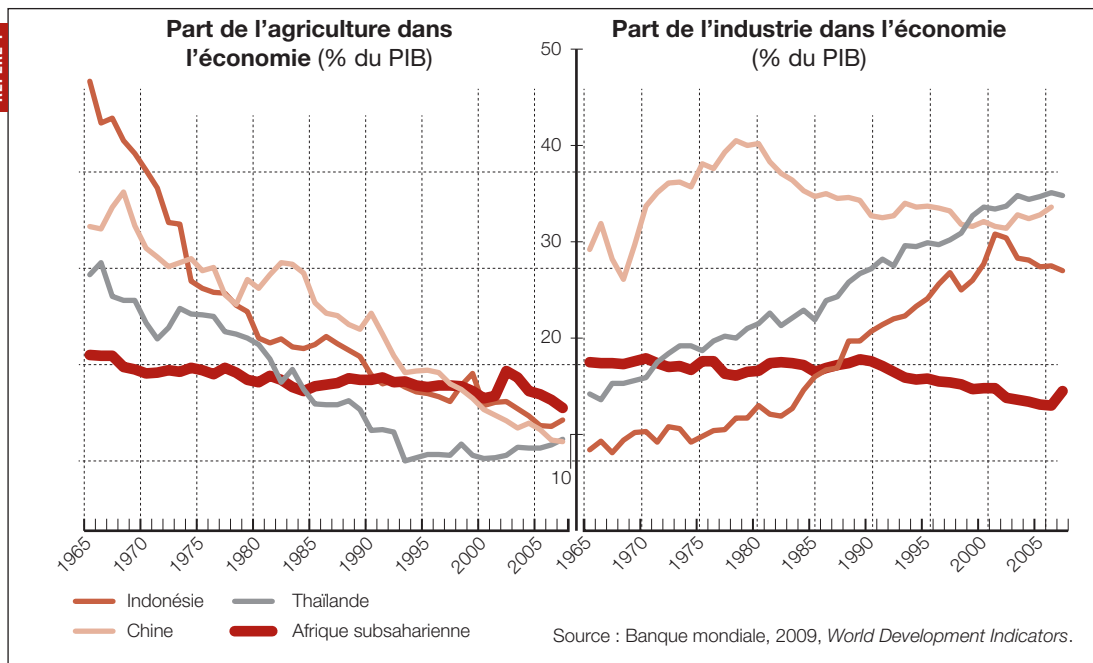
Cinquante ans après les indépendances, les économies d'ASS restent marquées par le poids du secteur agricole dans le produit intérieur brut (PIB), dans le commerce extérieur et surtout, et c'est trop souvent sous-estimé, dans la structure de l'emploi : avec une moyenne de 65 % des actifs pour le sous-continent (hors Afrique du Sud) et de 75 à 85 % pour de nombreux pays, l'agriculture reste la principale source d'activité et de revenus des ménages.

3. Le RDM2008, bien qu'intitulé « Agriculture pour le développement », opère un glissement sémantique en s'attachant à la sortie de la pauvreté rurale, compliquant ou empêchant une attention approfondie aux processus de transition.

4. Ces « migrations blanches » [RYGIEL, 2007] ont concerné environ 60 millions d'Européens entre 1850 et 1930.

La singularité permanente des économies africaines*

REPÈRE 1



Malgré une rapide urbanisation, la structure des économies d'Afrique subsaharienne a très peu évolué au cours des dernières décennies. Une trajectoire très différente de celle suivie par d'autres régions du monde, comme l'Asie de l'Est et du Sud-Est.

*Les pays d'Amérique latine aux transitions plus anciennes ne figurent pas dans ces schémas.

Le phénomène le plus frappant réside dans la grande inertie structurelle des économies d'ASS, alors que leur population a pourtant fait preuve d'une très forte mobilité : avec un taux qui approche les 40 %, la population urbaine a été multipliée par 12 depuis 1960 sans que pour autant une dynamique d'industrialisation ait été engagée. Cette urbanisation sans industries contraste avec les autres régions en développement, notamment l'Asie, où les changements économiques ont été très rapides (repère 1).

Ainsi, faute d'un secteur manufacturier dynamique, la croissance de la population active en ASS a d'abord été absorbée par l'agriculture et par le secteur informel urbain⁵, qui a joué un rôle complémentaire d'amortisseur sans permettre une véritable dynamique de croissance : faible productivité, sous-emploi,

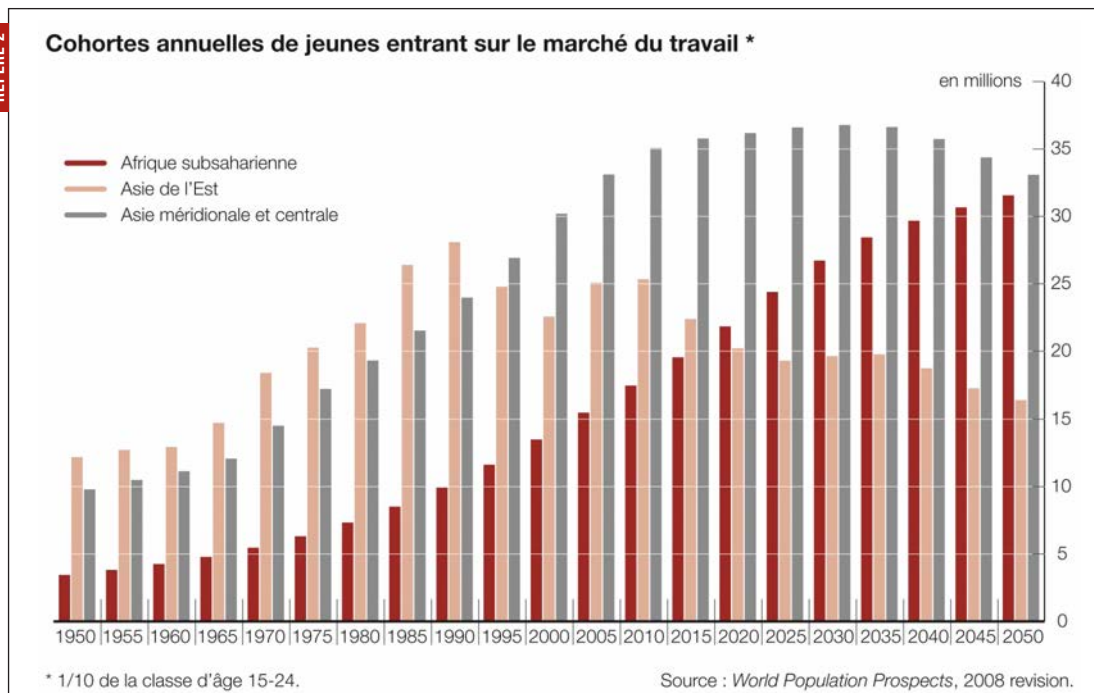
précarité, bas revenus constituent souvent des trappes à pauvreté attestée par une urbanisation de bidonvilles [UN-HABITAT, 2003].

Avec des marchés intérieurs éclatés par le morcellement en 42 États (pour la partie continentale) et une demande solvable contrainte par l'importance de la pauvreté, la croissance des économies d'ASS reste fortement dépendante de l'extérieur. Ces caractéristiques, associées à une faible productivité économique globale (liée au poids du secteur agricole et de l'informel), à une instabilité politique fréquente ainsi qu'à une forte croissance de la population expliquent la très faible progression du PIB par habitant et sa grande volatilité. La forte croissance des dernières années – avant la crise financière – doit donc être analysée avec un recul historique suffisant. À quelques exceptions, cette croissance a d'abord été « tirée » par le boom des matières premières et du commerce et n'a pas infléchi « l'anémie structurelle » du

5. Il représente de 30 à 45 % du PIB non agricole et de 70 à 90 % de l'emploi total non-agricole.

La cruciale intégration économique des jeunes

REPERE 2



L'Afrique subsaharienne a devant elle un grand défi démographique et économique. D'ici 2025, 330 millions de jeunes Africains entreront sur le marché du travail. Saisir ce dividende démographique et construire une économie qui sera capable de les intégrer sera la clé de la croissance et de la stabilité politique et sociale du continent.

sous-continent⁶. Cette situation spécifique à l'ASS s'explique par les conditions historiques d'insertion du continent dans l'économie mondiale (tutelle coloniale contraignante et tardive) et la jeunesse des États africains. Rattrapés par la mondialisation et l'ajustement structurel, ils n'ont pas, à l'instar des pays asiatiques et latino-américains, engagé des politiques volontaristes de modernisation et corrigé leurs propres erreurs de gestion.

Une transition démographique inachevée

Cette faiblesse de la transformation des économies africaines est d'autant plus critique que l'ASS est la dernière région du monde à s'être engagée dans son processus de transition

démographique. Or celui-ci reste encore largement inachevé : après quatre décennies de forte croissance de la population (supérieure à 2,5 % par an – à l'exception des pays les plus touchés par la pandémie du sida), la baisse de la natalité tarde encore à se manifester et la population doublera d'ici à 2050, avec au moins 900 millions d'habitants supplémentaires selon les Nations unies. Cette évolution se traduira par un changement de la structure démographique avec une forte augmentation de la taille de la population active – et donc de la demande d'emplois –, puis par une évolution progressive du taux d'activité. Ce taux, qui exprime le rapport actifs sur inactifs, avait été proche de 1 dans les années 1980 et 1990 (contre 2 à la même période en Asie de l'Est), constituant alors un handicap économique majeur au plus fort de l'ajustement structurel. Sa progression soutenue, jusqu'au-delà de 2050, va représenter une opportunité

6. Les récents plaidoyers en faveur des « lions d'Afrique » [McKinsey, 2010] doivent être pris avec précaution car ils incluent les pays d'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud qui représentaient 62 % du PIB continental en 2008.

unique en termes de croissance. Mais, pour que ce « dividende démographique » puisse jouer pleinement son effet levier, il devra être accompagné d'une augmentation très significative de l'investissement productif, de la capacité d'innovation et de la productivité.

La question cruciale pour l'ASS est donc celle de sa capacité à générer suffisamment d'activités et d'emplois à même d'absorber la croissance rapide de sa population active. Aujourd'hui, les cohortes annuelles de jeunes arrivant sur le marché du travail sont de l'ordre de 17 millions pour l'ensemble de l'ASS. Elles seront environ 25 millions en 2025 (repère 2), ce qui n'est pas une hypothèse, ces nouveaux actifs étant déjà nés. Au total, dans les quinze prochaines années, les économies d'ASS devront accueillir 330 millions de nouveaux actifs (soit la population actuelle des États-Unis). Il s'agit d'un défi majeur porteur de pressions économiques, sociales et politiques considérables. Les révolutions arabes l'ont rappelé brutalement et ont ramené l'emploi des jeunes dans les préoccupations prioritaires des dirigeants africains (Sommet des chefs d'État de l'Union africaine de janvier 2011).

Un rôle central pour l'agriculture africaine

Pour répondre aux défis de son changement structurel, l'ASS dispose certes de nombreux

avantages naturels (ressources minérales, disponibilité en terres, population jeune) et comparatifs (faible coût de la main-d'œuvre) ; mais ceux-ci sont très largement contrariés par les contraintes liées aux importants retards en matière de biens publics, de capital humain, d'infrastructures productives, qui induisent et sont accompagnés par de nombreuses imperfections et incomplétudes de marché.

Le récent boom des investissements directs étrangers (IDE), notamment de la part des grands pays émergents (Chine, Brésil) attirés par les atouts du continent, reste largement cantonné à l'exploitation des ressources et aux infrastructures qui y sont liées. La faiblesse du capital privé local et des ressources publiques et les limites de l'APD rendent difficiles un traitement simultané de toutes les autres contraintes. Or, il apparaît clairement que l'ASS ne pourra pas compter à court et moyen terme sur la soupape de sécurité des migrations internationales, à l'instar des migrations de masse qui ont accompagné les transitions européennes entre le milieu du XIX^e siècle et les années 1920⁷. Par ailleurs, s'il existe probablement une place pour

7. L'exemple du Mexique ou du Maroc, comptant 10 % de leurs ressortissants à l'étranger, n'est pas reproductible : à proportion égale, plus de 80 millions d'Africains au sud du Sahara seraient voués à l'exil.

Le programme RuralStruc : une approche comparative de la diversification rurale

Le programme RuralStruc sur les changements structurels des économies rurales dans la mondialisation est né d'une initiative conjointe de la Banque mondiale, de la Coopération française (AFD, ministères de l'Agriculture et des Affaires étrangères, Cirad) et du Fonds international de développement agricole (Fida). Lancé en 2006, le programme a réuni sept équipes nationales – Mexique, Nicaragua, Maroc, Sénégal, Mali, Kenya et Madagascar – dans un

dispositif comparatif en deux phases (2006-2007 et 2007-2010), destiné à mettre en évidence la diversité des processus de changements et les modalités d'adaptation des ménages ruraux, grâce notamment à la réalisation d'enquêtes auprès de 8 000 ménages dans 26 régions des pays concernés. La dissémination des résultats au niveau national mais aussi auprès des organisations régionales et de la communauté des bailleurs de fonds permettent d'alimenter le

débat sur les politiques de développement et la place particulière du secteur rural dans le changement structurel des pays en développement.

POUR EN SAVOIR PLUS :

LOSCH B., FREGUIN-GRESH S. et WHITE E., 2011, *Rural Transformation and Late Developing Countries in a Globalizing World. A Comparative Analysis of Rural Change*, Synthesis of the RuralStruc Program, Washington D. C., Banque mondiale. Disponible sur : www.worldbank.org/afr/ruralstruc

Gérer les risques – Des stratégies familiales

REPERE 3



Selon les contextes, les ménages ruraux doivent gérer différents risques – climatique, économique et parfois alimentaire – face auxquels ils recourent souvent à des stratégies de diversification. Au-delà d'un certain seuil de revenus permettant de mieux gérer les aléas et qui correspond souvent à un meilleur environnement économique et institutionnel, ils sont en mesure de se spécialiser et d'investir, contribuant ainsi au dynamisme régional.

l'industrialisation des pays à faible revenu [UNIDO, 2008], et si la révolution des technologies de l'information ouvre de nouvelles perspectives pour les services, ces changements seront lents du fait de l'ampleur des handicaps.

Il apparaît ainsi que, pour la majorité des pays d'ASS, les progrès de leur base agricole resteront essentiels pour l'évolution des deux prochaines décennies qui vont connaître une extraordinaire poussée du nombre de jeunes actifs. 200 millions sur les 330 millions de jeunes actifs attendus d'ici 2015 seront en zone rurale si les tendances de répartition de la population entre villes et campagnes sont maintenues. Cette poussée des actifs devra trouver à s'employer dans le monde rural au risque de venir accroître la pression déjà difficilement gérable de la seule croissance urbaine. Et l'agriculture devra jouer un rôle majeur sachant que c'est avant tout la croissance des revenus agricoles – une leçon des transitions passées – qui suscite une demande rurale génératrice d'autres activités rurales non agricoles.

Des contraintes structurelles à la croissance agricole

L'agriculture africaine reste contrainte dans son développement par plusieurs blocages qui sont bien connus : coûts de transaction élevés, absence de crédit et d'approvisionnement,

aléas de commercialisation, manque d'information et de formation, etc. La stagnation de la productivité agricole globale a été accrue par la chute de l'investissement public dans l'agriculture – États et agences d'aide confondus – une conséquence des options d'ajustement des vingt-cinq dernières années.

Toutefois, si ces différents constats renvoient à l'environnement économique et institutionnel, la situation des ménages agricoles et ruraux est moins souvent prise en compte. Les enquêtes de ménages conduites par le programme RuralStruc (voir encadré) confirment l'ampleur de la pauvreté rurale (75 % des ménages enquêtés ont des revenus globaux inférieurs à 2 dollars/jour/personne et 40 % ont des revenus inférieurs à 1 dollar/jour/personne) ; mais elles révèlent également l'importance du risque et de l'insécurité économique voire alimentaire (confirmée en convertissant les revenus moyens en kilocalories par équivalent-adulte).

Plus spécifiquement, les résultats du programme permettent de mettre en évidence l'importance de la relation entre revenus des ménages et diversification des activités qui détermine le rythme et l'ampleur de la transformation rurale. En effet, l'importance du risque économique pour des ménages confrontés à une pauvreté durable et la faiblesse des revenus existants bloquent les possibilités d'investissement et d'innovation qui pèsent

structurellement sur la productivité et les perspectives d'accroissement des résultats agricoles.

Le repère 3 représente de façon stylisée une évolution en U inversé où les ménages à faible revenu sont cantonnés dans une spécialisation dans l'agriculture de subsistance. La croissance des revenus agricoles permet d'accéder progressivement à d'autres sources de revenus offertes par l'émergence d'une demande rurale qui, en réduisant les risques, permet ensuite une spécialisation des ménages dans un secteur agricole plus directement orienté vers le marché (avec une baisse de l'autoconsommation), mais aussi dans d'autres secteurs d'activités non agricoles (production et services).

Les régions d'ASS qui ont fait l'objet d'enquêtes du programme RuralStruc sont presque exclusivement situées à l'étape

initiale du processus. Les revenus ruraux sont caractérisés par le poids structurel des revenus agricoles dont une part importante correspond à l'autoconsommation. Et si la diversification dans d'autres activités en dehors de l'exploitation agricole est généralisée et souvent forte, elle concerne essentiellement des activités de complément, peu rémunératrices (« petits boulots » dans le commerce et les services, salariat agricole occasionnel), qui ne permettent pas de sortir de la précarité et de déboucher vers une diversification rurale véritable.

Des orientations pour les politiques publiques

Ces résultats suggèrent plusieurs orientations en termes de politiques publiques. Vue l'ampleur des contraintes auxquelles font face les agricultures africaines, égrener la longue

Repenser les interventions en milieu rural

Au-delà de sa contribution à une meilleure connaissance du monde rural et de la situation des ménages ruraux dans les différents pays étudiés, le programme RuralStruc interpelle les donateurs sur leurs pratiques. Ses résultats confirment plusieurs réalités que les décideurs peinent à intégrer dans leurs stratégies.

La première est l'arrivée massive sur le marché du travail de jeunes majoritairement issus du monde rural. Pourtant, la communauté des donateurs ne raisonne guère l'agriculture comme secteur d'emplois. Nos modèles de modernisation, pensés à partir des trajectoires des pays du Nord, visent à améliorer la rentabilité de la production, des investissements et du travail sans prise en compte de l'emploi. Comment gagner en productivité globale sans trop sacrifier l'emploi ?

Une autre réalité est l'ampleur et le niveau de pauvreté en milieu rural, en particulier dans les pays d'Afrique subsaharienne. Non seulement la pauvreté touche une large partie des ménages, mais elle est souvent grave avec des parts importantes de la population vivant sous le seuil d'extrême pauvreté. En cela, rien de nouveau et la littérature sur le sujet est abondante. Mais nos modes d'intervention ne nous éloignent-ils pas de ces populations majoritaires dans les pays les plus pauvres ? En effet, les financements du développement sont de plus en plus souvent orientés vers des investissements économiques avec une rentabilité rapide et la recherche de résultats visibles. Mais peut-on demander à des ménages aussi pauvres, dont la première préoccupation est d'assurer leur alimentation,

d'investir, d'adopter de nouvelles techniques et de s'engager dans de nouvelles productions ? Un accompagnement par la mise en place de filets sociaux ne peut suffire. Des actions de long terme alliant biens publics, investissements productifs collectifs et appuis aux activités économiques individuelles sont aussi nécessaires.

RuralStruc apporte aussi des informations moins bien partagées. Ses résultats montrent clairement que la préoccupation de sécurité alimentaire traduite par l'autoconsommation reste déterminante dans les stratégies des exploitants, y compris dans les régions considérées comme plus favorisées. Ce constat invite à redonner la priorité aux cultures vivrières pour réduire le niveau de risque et débloquer la capacité d'innovation. Or, les agences d'aide et la

liste des thèmes d'intervention possibles ne permet pas la sélectivité indispensable pour prendre en compte les limitations évidentes de moyens, même en mettant l'agriculture au premier plan. Le réalisme impose de cibler des axes prioritaires d'action correspondant aux contraintes les plus fortes.

L'hétérogénéité des situations – un autre résultat important de RuralStruc – implique un réinvestissement dans l'analyse des contextes (enquêtes, études régionales) nécessaire à l'établissement de bilans-diagnostic préalable à la préparation de stratégies d'action. Le soutien à l'élaboration de politiques publiques concertées apparaît ainsi indispensable pour définir les programmes adaptés, mais il est cependant possible de mettre en avant trois priorités.

La première correspond au nécessaire soutien aux agricultures familiales (par

opposition à l'agriculture managériale). Au-delà du faux débat sur le *small scale versus large scale*⁸, les agricultures familiales sont les plus inclusives car correspondant à la quasi-totalité des agricultures africaines. Elles possèdent de nombreux atouts en termes de productivité et de compétitivité [BANQUE MONDIALE, 2009] et offrent un potentiel considérable en matière d'absorption des nouveaux actifs (qu'il s'agisse de mise en valeur du potentiel foncier ou de techniques d'intensification à fort contenu en travail).

La deuxième priorité concerne l'appui au développement des cultures dites vivrières. Ce

8. La crise des prix agricoles et le « *landgrabbing* » ont brouillé le débat, le focalisant sur la question de tailles d'exploitations adéquates [COLLIER, 2009] alors que l'enjeu concerne le modèle de développement agricole le plus à même de faciliter le processus de transition et d'offrir de l'emploi.

recherche ont souvent donné priorité aux cultures d'exportations qui sont certes porteuses en termes de débouchés et de revenus mais souvent moins inclusives, alors que les cultures alimentaires concernent le plus grand nombre tout en bénéficiant de marchés domestiques et régionaux à très forte croissance. Le programme apporte également un éclairage nouveau sur les dynamiques de diversification – spécialisations qui sont au cœur du processus de transformation des économies rurales. Il révèle que la diversification des revenus des ménages reste marquée par une logique d'adaptation qui ne permet pas obligatoirement de sortir de la pauvreté. La diversification est le plus souvent une stratégie de gestion du risque dont les revenus sont contraints par la faiblesse de l'offre locale en emplois non

agricoles, conséquence d'une demande rurale insuffisamment stimulée par les revenus agricoles.

Au-delà d'éléments de compréhension issus des études menées dans les pays, RuralStruc souligne notre difficulté à penser les transitions agricoles, les transitions économiques et la différenciation en dehors des modèles évolutionnistes séquentiels traditionnels du développement. Ses résultats nous poussent à accepter la diversité des trajectoires soulignées par la grande hétérogénéité des situations et justifient un approfondissement de nos connaissances des processus de transformation en cours. Ces constats plaident de fait en faveur du renforcement des systèmes statistiques locaux et de la collecte de données primaires afin de prendre en compte cette

diversité et de mieux comprendre les mécanismes de différenciation et de développement au plus près des réalités locales. Pour mieux impulser, orienter et accompagner les transformations nécessaires sans pour autant « promouvoir » des solutions universelles, il est indispensable de disposer d'analyses précises et concrètes. Afin que le financement de la transformation des économies rurales réponde aux objectifs d'éradication de la misère, de soutien de l'emploi et d'une agriculture durable, il vaut mieux partir d'une connaissance des réalités que d'une trajectoire de modernisation de l'agriculture calquée sur celle ayant eu lieu dans les pays du Nord et dont les externalités sociales et environnementales sont désormais mieux évaluées.

Marie-Cécile THIRION, AFD

choix n'est évidemment pas exclusif et il existe d'autres opportunités de productions, offrant notamment de meilleures rémunérations. Mais les cultures vivrières concernent le plus grand nombre ; l'amélioration de leur rendement et de leur développement permettent de faire sauter le verrou des risques alimentaire et économique et de faciliter l'investissement et la diversification vers des activités non agricoles ; elles disposent enfin d'un potentiel de marché considérable au niveau du continent du fait de la croissance démographique et urbaine tout en offrant des possibilités de transformation locale des produits.

La troisième priorité porte sur le nécessaire renforcement du niveau local qui est la condition nécessaire pour la consolidation de la diversification rurale et simultanément pour le ralentissement de processus de concentration urbaine difficilement gérable. La densification des relations villes-campagnes passe par une meilleure provision en biens publics, infrastructures et services au niveau des bourgs ruraux et petites villes, essentielle pour le développement des activités agricoles et non agricoles et des réseaux locaux, qui constituent un moyen d'adaptation aux réalités d'une économie mondialisée. ■

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BAIROCH P., 1997, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du monde du XVI^e siècle à nos jours*, Paris, Gallimard, coll. « Folio ».

BANQUE MONDIALE, 2008, *Reshaping Economic Geography, Rapport 2009 pour le Développement*, Washington D. C., Banque mondiale.

BANQUE MONDIALE, 2009, *Awakening Africa's Sleeping Giant. Prospects for Commercial Agriculture in the Guinea Savannah Zone and Beyond*, Washington D. C., FAO et Banque mondiale.

COLLIER P., 2009, "Africa's Organic Peasantry. Beyond Romanticism", *Harvard International Review*, 32 (2), p. 62-65.

COULOMB P. et alii, 1990, *Les agriculteurs et la politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

GABAS J.-J. et LOSCH B., 2008, "Fabrication and Illusions of Emergence", in JAFFRELOT Ch., *Emerging States: The Well-spring of a New World Order*, London, C. Hurst & Co.

GOODY J., 2006, *The Theft of History*, Cambridge, Cambridge University Press.

GRATALOUP Ch., 2007, *Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du monde*, Paris, Armand Colin.

GRUPE POLANYI, 2008, *La multifonctionnalité de l'agriculture – Une dialectique entre marché et identité*, Versailles, Quae.

LOSCH B., 2004, "Debating the Multifunctionality of Agriculture: From Trade Negotiations to Development Policies by the South", *Journal of Agrarian Change*, 4 (3), p. 336-360.

MCKINSEY GLOBAL INSTITUTE, 2010, *Lions on the Move: The Progress and Potential of African Economies*, McKinsey&Co.

RIST G., 1996, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po.

RYGIEL P., 2007, *Le temps des migrations blanches. Migrer en Occident (1850-1950)*, Paris, Aux lieux d'être.

TIMMER C. P., 2009, *A World Without Agriculture: The Structural Transformation in Historical Perspective*, Washington D. C., The American Enterprise Institute Press.

UN-HABITAT, 2003, *The Challenge of the Slums: Global Report on Human Settlements 2003*, Londres, UN-Habitat, Nairobi, Sterling.

UNIDO, 2008, *Breaking In and Moving Up: New Industrial Challenges for the Bottom Billion and the Middle-Income Countries. Rapport 2009 pour le développement industriel*, Vienne, UNIDO.